

Communiqué de presse
21 juillet 2020

Moins de croissance, trop de carbone

Rexecode publie les premières projections d'émissions de CO₂ pour la période 2020-2030

Rexecode publie les premières projections d'émissions de CO₂ pour la période 2020-2030 pour le monde, l'Union européenne et la France, en cohérence avec ses perspectives macroéconomiques actualisées et en apportant une comparaison entre le scénario actuel et celui « d'avant crise » de la pandémie de Covid19.

❖ *Intégrer les objectifs de transition énergétique et la recherche du plein emploi et d'augmentation du pouvoir d'achat*

Le nouveau Pôle « Energie-Climat » de Rexecode, créé début mars avec l'objectif d'évaluer l'impact des politiques publiques engagées en France en matière de transition énergétique et de maîtrise du changement climatique et de les replacer dans le contexte macroéconomique d'ensemble, dévoile ses premiers travaux.

Pour atteindre l'objectif de **décarbonation complète en 2050**, nos modes de production et de consommation devront évoluer. Rexecode estime que ces **évolutions ne seront possibles et acceptées que si elles s'articulent avec la recherche du plein emploi et d'une augmentation du pouvoir d'achat.**

La crise sanitaire et le confinement ont entraîné une profonde **récession économique** et une **forte attente de relance économique**, ce qui renforce encore cette **nécessaire intégration.**

Comme annoncé lors de sa création, le nouveau Pôle Energie-Climat de Rexecode a ainsi mené un **exercice inédit de prévision des émissions** de dioxyde de carbone (CO₂) en association à l'**actualisation** de ses **perspectives macroéconomiques**. Ces perspectives portent sur la période 2020-2030, l'année 2030 étant une année charnière dans les démarches tant nationales (cf. Stratégie Nationale Bas Carbone française) qu'européennes (cf. Paquet climat énergie européen et *Green Deal* de la Commission européenne).

❖ *Perte de croissance définitive*

La prévision de la croissance mondiale avant la crise était de +3 % à +3,5 % par an. Le confinement d'une partie de la planète a provoqué une **forte récession mondiale**, avec un recul du PIB estimé par Rexecode à **-4,6 % en 2020**, mais aussi, après un **rebond de +6,9 % en 2021**, un **rythme de croissance affaibli pour les prochaines années (+3 %).**

Pour la **zone euro**, le taux de croissance était attendu avant la crise entre 1 % et 1,5 % par an au cours des prochaines années. Rexecode envisage désormais une **récession**

de -8,6 % en 2020. Le rebond en 2021 serait de +6,4 %, et le niveau de 2019 ne serait retrouvé au mieux qu'en 2023 (+1,4 %).

En France, la récession serait plus marquée en 2020, avec un recul de 10,3 % par rapport à 2019. Rexecode attend un rebond de +7,8 % en 2021, puis de +2,8 % en 2022, avant que la croissance ne converge vers un potentiel affaibli, de l'ordre de +0,8 % par an¹.

❖ *Projections de CO₂ inédites pour la période 2020-2030*

En 2019, les émissions mondiales de CO₂ avaient atteint 36 milliards de tonnes. L'Union européenne, dont les émissions s'élevaient à 3 milliards de tonnes de CO₂, représentait 8 % des émissions mondiales. La France, avec 327 millions de tonnes de CO₂, représentait moins de 1 % des émissions mondiales. Deux ratios-clés permettent d'expliquer le niveau et l'évolution des émissions de CO₂: d'une part, le ratio entre le PIB et la consommation d'énergie (l'intensité en énergie de la production), d'autre part, le ratio entre les émissions de CO₂ et l'énergie consommée (l'intensité en CO₂ de l'énergie). Les niveaux de ces ratios ainsi que leurs évolutions sont très différents entre la France et la moyenne mondiale.

➤ **143 kilos de CO₂ émis pour produire 1 000 euros de PIB en France, trois fois moins qu'en moyenne dans le monde**

La production de 1 000 euros de PIB en France met en jeu actuellement en moyenne une quantité d'énergie primaire de 101 kilos d'équivalent pétrole et dégage 143 kilos de CO₂. Au niveau mondial, les chiffres sont très supérieurs : la production de 1 000 euros de PIB met en jeu 197 kilos de pétrole et émet 483 kilos de CO₂ (soit plus de trois fois la moyenne de la France). L'Union européenne est proche de la France pour la quantité d'équivalent pétrole nécessaire à la production de 1 000 euros de PIB, mais les émissions de CO₂ sont bien plus élevées, à 234 kilos de CO₂, car dans plusieurs pays la part du charbon est encore élevée.

➤ **Diminution des émissions de CO₂ en raison de la récession**

La récession actuelle entraîne en 2020 une diminution des émissions de CO₂ par rapport aux perspectives d'émissions antérieures : -11,4 % pour la France, -9,8 % pour l'Union européenne et -7,6 % pour le monde. Pour l'ensemble des onze années de la période 2020-2030, par rapport aux perspectives d'avant la crise, Rexecode s'attend à une révision en baisse des prévisions d'émissions de CO₂ cumulées de 190 millions de tonnes pour la France, de 1,6 milliard de tonnes pour l'Union européenne et de 17,2 milliards de tonnes pour le monde.

➤ **Coût économique de 8 700 euros par tonne de CO₂ économisée en France**

Les émissions évitées en raison de la crise doivent être rapprochées du coût économique de la crise. La perte de volume du PIB, cumulée de 2020 à 2030, est

¹ Ces perspectives étant conditionnées à l'hypothèse qu'il n'y aurait pas de retour significatif de l'épidémie et de nouvelles mesures contraignantes de confinement, en soulignant toutefois qu'il faudra sans doute maintenir un certain temps des règles de prudence qui sont susceptibles de limiter la productivité.

estimée par Rexecode à **1 647 milliards d'euros pour la France**. Cela signifie qu'à **chaque tonne de CO₂ en moins est associée un coût économique de 8 700 euros**. Les coûts par tonne en moins en raison de la baisse du PIB sont de 5 200 euros en moyenne dans l'Union européenne et de 2 200 euros en moyenne dans le monde. Le coût plus élevé pour la France est la contrepartie du fait que la France est beaucoup moins émettrice de CO₂ que la moyenne européenne et plus encore mondiale. Ces **coûts sont beaucoup plus élevés que les coûts par tonne de CO₂ évitée de tous les programmes actuels de réductions des émissions**, ceux-ci permettant d'obtenir des réductions d'émissions à des coûts par tonne évitée vingt à trente fois inférieurs.

La décroissance n'apparaît donc pas une solution optimale au problème du réchauffement climatique, car les gains environnementaux indirects de la baisse de la croissance sont obtenus à un coût économique exorbitant. Les politiques énergétiques et climatiques ciblées peuvent obtenir le même résultat à un coût bien moindre, à condition bien sûr qu'elles soient effectivement mises en œuvre.

➤ **La France se rapproche des objectifs 2030, le monde en reste très éloigné**

Les ratios d'intensité énergétique et d'émissions diminuent depuis plus de dix ans, à des rythmes qui sont toutefois différents selon les régions. En prolongeant les tendances des dix dernières années jusqu'en 2030, compte tenu des perspectives économiques actuelles, donc en prenant en compte les effets négatifs de la crise sur la croissance, on obtient pour la **France des prévisions d'émissions de 241 millions de tonnes de CO₂ pour l'année 2030**. **L'objectif de la Stratégie nationale Bas Carbone pour 2030 était de 233 millions de tonnes**. Il resterait donc un écart d'environ **3 % à combler par des mesures nouvelles pour atteindre l'objectif**.

La **situation mondiale** est très différente. Les perspectives d'émissions pour **2030** sont estimées à **41,7 milliards de tonnes de CO₂**. L'objectif du GIEC pour contenir la hausse de température à 1,5 degrés Celsius est de l'ordre de 18 milliards de tonnes de CO₂. **Il reste donc pour le monde un écart d'environ 60 % à combler par des mesures nouvelles**. Cela représenterait un effort de réduction vingt fois plus important que pour la France. Cet écart est **très préoccupant car le réchauffement climatique dépend des émissions mondiales**.

Ces données incitent fortement à **rechercher**, au niveau mondial et au niveau de chaque pays, **les moyens les plus efficaces pour concilier les objectifs climatiques et les objectifs économiques et sociaux**. L'ambition de Rexecode serait de pouvoir titrer dès que possible un document de travail « *Plus de croissance, moins de carbone* ». Reste à savoir quand.

A propos de Rexecode

Fondé en 1957, Rexecode est le premier centre de recherche macroéconomique français proche des entreprises. Son financement est assuré par ses 70 adhérents ou clients (entreprises, institutions financières, organisations professionnelles...) issus de secteurs et domaines variés, garantissant l'indépendance des analyses de Rexecode.

L'équipe de Rexecode assure une double mission :

- Elle accompagne les entreprises dans la compréhension de leur environnement économique par la veille conjoncturelle et les prévisions macroéconomiques mondiales.
- Elle participe activement au débat de politique économique en France, notamment sur les moyens pour renforcer une croissance durable et la compétitivité du système productif.

Pour en savoir plus : www.rexecode.fr

Contact presse : Camille Formentini / 01 53 92 80 00 / camille.formentini@vae-solis.com